

canadiennes des compagnies américaines soient libres de commercer n'importe où sans être assujetties aux lois américaines? A-t-il étudié la création d'un organisme national du commerce extérieur et les autres recommandations du rapport pour protéger l'indépendance économique du Canada?

L'hon. Paul Hellyer (premier ministre suppléant): Ces questions font naturellement l'objet d'une étude constante de la part du gouvernement. Toute politique définitive sera annoncée par les voies ordinaires.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA

LE DÉPÔT DES MESURES LÉGISLATIVES

M. David Lewis (York-Sud): Le président du Conseil privé voudrait-il dire à la Chambre quand elle peut s'attendre d'être saisie des bills traitant particulièrement du programme de réorganisation du gouvernement et de la Société de développement du Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je compte vous donner dans une semaine ou deux un exposé général du programme législatif que nous entendons proposer d'ici la fin de la session, en juin, j'espère. Les députés pourraient peut-être attendre jusque-là; je pourrai alors être un peu plus précis.

[Français]

LES AÉROPORTS

QUÉBEC—L'EMPLACEMENT DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports au sujet du choix du site du futur aéroport international, dont l'annonce doit être faite d'ici la fin de janvier. Peut-il nous dire si cette décision sera prise par les technocrates ou par le conseil des ministres?

[Traduction]

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la décision officielle appartiendra au gouvernement qui en sera responsable. Naturellement, l'avis des techniciens sera pris en considération. Le gouvernement devra baser sa décision sur les avis qu'il aura reçus et sur les pourparlers qu'il aura eus avec la province de Québec.

[Français]

M. Fortin: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Transports.

[M. Lewis.]

Le centre balistique situé à La Macaza constitue-t-il un obstacle technique majeur et définitif contre les emplacements présentés au nord de Montréal, soit dans l'axe Hawkesbury-Saint-Jérôme-Rigaud?

M. l'Orateur: Je ne crois pas que la question supplémentaire soit recevable.

[Traduction]

LES CÉRÉALES

L'ATTENTE DE CHARGEMENTS SUR LA CÔTE OUEST

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce ou au ministre des Transports, c'est-à-dire à celui des deux qui est responsable en l'occurrence. Pourquoi laisse-t-on les navires attendre le grain sur la côte du Pacifique, alors que les livraisons ont diminué de 18 p. 100 soit de 1,100 wagonnées, par rapport à la période correspondante en 1967?

M. l'Orateur: J'ai l'impression que cette question, telle qu'elle est posée, prête à controverse; mais dans les circonstances, nous pourrions peut-être permettre au ministre d'y répondre.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, s'il y a des cas précis que le député voudrait me signaler, je m'entretiendrai volontiers avec lui après la période des questions, et j'en ferai part à la Commission canadienne du blé et au comité des transports des céréales.

M. Korchinski: Monsieur l'Orateur, des navires attendent actuellement, et l'on a chargé 1,100 wagonnées de moins qu'à la même époque en 1967. La situation semble être la même à tous les points de livraison. Je me demande ce que le ministre veut savoir de plus.

L'hon. M. Pepin: Je m'enquiers chaque matin et on me dit que la situation actuelle des wagons couverts ne saurait être améliorée. Je le répète, je prendrai note de tout cas précis auquel le député peut penser.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre de l'Industrie et du Commerce discuterait-il de ces problèmes avec la direction des chemins de fer? Voilà des jours que les neuf navires attendent leur cargaison de grain asséché, qui abonde au Canada. La situation coûte cher au pays en général et surtout aux cultivateurs. Le ministre serait-il disposé à en discuter avec les chemins de fer?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.